

Accord de Genève : acte de naissance de la contre-révolution énergétique

Samuele Furfari¹

Chacun connaît désormais l'événement géopolitique majeur du 23 novembre 2013 – qu'il est convenu d'appeler *accord de Genève* – portant sur la limitation de l'enrichissement nucléaire en Iran, signé entre Téhéran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, plus l'Allemagne et l'Union européenne. Sa portée mérite qu'on y revienne.

Cet accord peut être considéré comme l'acte de naissance de « la contre-révolution des énergies fossiles ». Nous assistons aujourd'hui à un phénomène extraordinaire dans l'évolution géopolitique du monde : la fin de 40 années de peur d'une pénurie de pétrole ou de flambée de son prix.

Nos problèmes énergétiques ont véritablement commencé lorsque, le 16 octobre 1973, les pays arabes ont utilisé le pétrole comme arme de rétorsion contre Israël et ses alliés. En 1979, la révolution islamique en Iran a aggravé la situation en affichant une politique encore plus agressive contre l'Occident. Depuis, les relations internationales ont sensiblement gravité autour de cette grande préoccupation : comment assurer l'approvisionnement énergétique d'un monde qui ne peut se passer de pétrole.

Cette période est désormais révolue pour cinq raisons² :

- La Convention du droit de la mer des Nations unies a ouvert de nouveaux espaces d'exploration.
- Il n'y a jamais eu autant d'investissements dans l'exploration-production de pétrole, grâce aux prix élevés de ces dernières années et à des évolutions technologiques majeures.

- Ces mêmes technologies ont permis de découvrir d'abondantes réserves de gaz conventionnel.
- Les États-Unis ont ouvert la voie à la révolution des gaz de roche-mère (malproprement appelés gaz de schiste).
- Une production de pétrole de roche-mère vient s'ajouter à la production conventionnelle déjà abondante.

Il aura fallu attendre 40 ans, mais l'arme pétrolière brandie par certains pays exportateurs est bel et bien désamorcée. Cette situation est si inédite et surprenante que l'on peut la qualifier de « contre-révolution énergétique ».

C'est bien cette abondance et cette diversification des zones pétrolières qui ont permis d'exercer sur l'Iran une pression suffisante l'obligeant à une limitation de son programme nucléaire. Après des années de palabres inefficaces pour dissuader l'Iran d'enrichir l'uranium à des fins militaires, l'UE en accord avec les États-Unis (qui, eux, n'importaient plus de pétrole iranien depuis des décennies) avait décrété un embargo pétrolier qui, en quelques mois, s'est révélé meurtrier pour l'économie iranienne. L'Arabie Saoudite, adversaire religieux de l'Iran et allié des États-Unis, avait compensé ce manque par des exportations accrues de pétrole. Résultat : avec l'appui des principaux consommateurs pétroliers d'Asie qui ont majoritairement boudé le pétrole iranien, la stratégie

1. L'auteur s'exprime ici à titre personnel. Les opinions émises n'engagent pas la revue.

2. Voir Samuele Furfari, *Vivre les énergies fossiles*, Texquis, 2014.

mise en place par l'UE et les USA a fini par mettre à genoux le régime islamique.

Les Saoudiens crient à la trahison

En effet, l'embargo a entraîné la perte de 70 % des revenus des exportations de pétrole iranien, soit 50 % des revenus de l'État, amenant à une inflation et à des prix à la consommation insupportables pour les Iraniens. De ce fait, la situation interne était devenue intenable.

Parallèlement, l'Irak – son ennemi héréditaire – est en passe de (re)devenir un exportateur majeur de pétrole et bientôt de gaz. Privé de clients pour son pétrole, devant faire face au mécontentement de sa population, le chef du régime, le religieux Ali Khamenei désireux de sauver les fondements de la révolution islamique de 1979, a consenti à ce que le président nouvellement élu, Hassan Rohani, fasse preuve d'une certaine ouverture.

Après des mois de négociations secrètes, les opinions des diplomates ont suffisamment convergé pour parvenir à convoquer une réunion à Genève. Mais, auparavant, conscient que cet accord allait déplaire à ses alliés saoudiens, John Kerry, secrétaire d'État américain, s'était rendu à Riyad pour expliquer les motivations et le contenu des négociations.

Malgré tout, les Saoudiens n'ont pu s'empêcher de se sentir trahis. Alliés des États-Unis depuis l'accord historique du « Croiseur Quincy » entre le président Roosevelt et le roi Ibn Séoud le 14 février 1945 (accord signé à bord du bateau qui lui a donné son nom), les Saoudiens n'apprécient pas ce qu'ils estiment être un renversement d'alliance. Leur raisonnement : l'aide qu'ils avaient apportée en fournissant instantanément leur pétrole en remplacement du brut iranien s'est retournée contre eux. En fait, depuis quelques années déjà, les Saoudiens savaient que la contre-révolution énergétique était gagnée ; mais, plus l'Iran restait isolé, mieux ils se portaient car ils sauvegardaient leur position dominante sur le marché. La réalité, c'est que notre planète n'a jamais autant regorgé d'énergies fossiles et que les États-Unis peuvent, dès lors, prendre le risque de mécontenter leur allié pétrolier historique.

Le succès est total pour Washington qui remporte une victoire aussi éclatante qu'inattendue :

le développement des hydrocarbures de roche-mère, ni voulu ni facilité par l'administration Obama, résulte de l'esprit d'innovation et d'entreprise des entreprises pétrolières américaines indépendantes des grands groupes pétroliers internationaux. Avec une production intérieure croissante de brut, qui a augmenté de 1 million de barils par jour en 2011 et 2012 (1 million de b/j équivaut à 50 millions de tonnes/an) et de 900 000 b/j (45 millions de tonnes) en 2013, le nouveau géant du pétrole peut se permettre de contraindre l'Iran à abandonner ses gesticulations nucléaires, de montrer clairement à Riyad, son allié depuis presque 70 ans, que l'ère de l'arme du pétrole est désormais révolue et de s'épargner des sommes insupportables dans son budget de défense, devenu l'une des principales causes du gouffre financier des États-Unis (*financial cliff*).

La victoire des pétroliers indépendants US

Grâce à un droit minier différent, à l'innovation et à leur esprit de libre entreprise, les États-Unis peuvent dessiner un Moyen-Orient nouveau : la production pétrolière de l'Irak monte en puissance, l'Iran rentre dans le rang et l'Arabie Saoudite doit désormais reconnaître publiquement que le monde a changé. Par la même occasion, c'est un coup d'arrêt porté aux mouvements religieux, qu'ils soient sunnites ou chiites. L'extrémisme sunnite, soutenu peu ou prou par l'Arabie Saoudite et le Qatar (notamment dans la guerre en Syrie), et son ennemi chiite allié au Hezbollah sont renvoyés dos à dos.

Si l'Iran a compris qu'il n'est plus question d'utiliser la menace pétrolière et que l'intérêt est de se ranger (contrairement à ce qui se dit parfois), l'accord de Genève ne signifie pas pour autant un retour des *majors* pétroliers dans le pays : la constitution iranienne ne le permet tout simplement pas. L'Iran dispose d'un système de contrat pétrolier unique au monde, appelé *buyback*, qui interdit aux entreprises étrangères de posséder quoi que ce soit dans le pays (rien d'impur sur le territoire islamique). Les compagnies doivent payer pour pouvoir explorer et elles sont remboursées sur

la production de pétrole ou de gaz à un taux fixé par le gouvernement. Dans un nouveau contexte d'abondance de ressources, personne ne souhaite se compliquer la vie avec des contrats de ce type. Pour être de nouveau attractif, le régime a annoncé une modification de ces contrats : Mehdi Hosseini, conseiller du ministre du Pétrole Bijan Namdar Zanganeh, a fait savoir que l'Iran prépare de nouvelles conditions plus conformes aux normes internationales et annoncé une prochaine conférence à Londres pour les présenter. Le 23 janvier 2014, le président Hassan Rohani est même allé à Davos – après une décennie sans qu'un président iranien ne s'y déplace – pour inviter les compagnies internationales à investir dans son pays.

Les conditions d'un retour des majors en Iran

Face aux difficultés technologiques de l'exploration-production, si le régime ne veut pas perdre la face complètement, il lui faudra sans doute modifier sa Constitution pour accueillir au moins des entreprises occidentales destinées à l'aider dans la reconstruction de son appareil de production gravement endommagé par des années d'embargo. Ce qui signifie que, pour l'instant, les énormes réserves – tant de pétrole que de gaz – du pays resteront dans le sous-sol de la république islamique. Pour les sociétés américaines, la loi Amato interdisant les investissements en Iran est toujours en vigueur.

Cette abondance d'énergies fossiles dans le monde est susceptible de provoquer un ébranlement du régime religieux de l'Iran, qui avait survécu jusqu'à aujourd'hui grâce aux prix élevés du pétrole et à la crainte de l'Occident d'en manquer. Observons qu'avant la révolution islamique, l'Iran du Shah avait établi des relations politiques et commerciales avec Israël et que c'est Khomeiny qui fit alliance avec Yasser Arafat afin de renforcer et de dynamiser la lutte des Palestiniens contre Israël. Sans la république islamique d'Iran, le Hamas et le Hezbollah anti-israéliens n'existeraient pas. Verra-t-on un jour le pétrole iranien revenir à Eilat ? Les infrastructures portuaires et leurs réservoirs, restés intacts depuis 1979, sont disponibles...

Washington aura toujours besoin du Moyen-Orient...

Mais, parmi les erreurs géopolitiques à éviter, l'une consiste à penser que les États-Unis vont abandonner la péninsule arabique et laisser cette partie du monde s'autoréguler. La cinquième flotte US compte rester dans le golfe Persique car, s'il y a bien changement géopolitique radical dans cette zone, le pétrole reste incontournable pour le secteur du transport. Le marché pétrolier étant global, les USA – et toutes les autres nations occidentales comme asiatiques – ont intérêt à ce qu'il reste stable : maintenir sa présence au Moyen-Orient est donc indispensable. Dans l'avenir, l'Arabie Saoudite sera sans doute invitée à se doter d'une véritable armée au lieu de continuer à compter sur le soutien américain, ce qui profitera aux vendeurs d'armes comme la France et l'Allemagne, pays qui ont d'ailleurs participé activement à la négociation de Genève.

Quant à Israël, s'il n'a pas apprécié cet accord, c'est sans doute plus pour une question d'image car les bénéfices pour l'État hébreu sont importants : l'Iran n'aura pas la bombe et son régime en sort affaibli, comme le Hezbollah et le Hamas, et l'arme du pétrole brandie contre Israël avec efficacité en 1973 et 1979 n'existe plus. Israël ne sera plus la « tache immonde qui doit être effacée de la carte », comme l'avait violemment déclaré Ahmadinejad, le précédent président iranien, d'autant plus que ses découvertes récentes de gaz naturel en mer donnent à l'État hébreu plus de 120 ans de réserves. Par contre, il n'est pas exclu de penser qu'à long terme un chiisme rénové, rapproché d'Israël, pourrait faire front contre le terrorisme sunnite, avec l'aide des États-Unis. En fin de compte, grâce à l'abondance des énergies fossiles, ce que le Premier ministre Netanyahu a qualifié « d'erreur historique » pourrait être une « solution historique » pour normaliser les relations entre l'Iran et Israël.

Assurément, le monde est plus en paix aujourd'hui qu'avant l'accord de Genève, une situation due à l'abondance en hydrocarbures. Pourquoi donc se perpétue dans l'opinion publique l'obsession que nous devons trouver des solutions de remplacement à une énergie si abondante qu'elle est parvenue à changer de manière radicale la géopolitique du monde ? ■